

Date : 05/12/2013 Auteur : F. Ville

Le gouvernement veut associer les collectivités à la maîtrise de la dépense publique

© J. Demarthon / AFP

Les parlementaires dès le 2 décembre et les associations d'élus le 4 ont rencontré le Premier ministre et plusieurs autres membres du gouvernement pour discuter de la réforme fiscale annoncée par Jean-Marc Ayrault. Les collectivités y seront associées au sein du Comité des finances locales.

« Le Premier ministre a plaidé pour une réforme ambitieuse mobilisant tous les secteurs et nécessitant toute la durée du mandat présidentiel, avec de premiers éléments à intégrer dans la loi de finances 2015, mais dans l'enveloppe actuelle de ressources fiscales », explique Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France (ADF).

Avec Jacques Pélissard, président de l'Association des maires de France (AMF), ce dernier a bien compris que les collectivités étaient appelées à maîtriser la dépense publique et si possible la diminuer.

La rencontre a aussi été l'occasion d'aborder la question de la masse salariale des collectivités : « Plutôt que l'imposer par un système de bonus-malus(1), Jean-Marc Ayrault préférerait que nous travaillions nous-mêmes, entre différents niveaux de collectivités ».

En ce sens, il s'est dit prêt à accompagner un projet de loi de finances dédié aux collectivités territoriales, idée portée par Claudy Lebreton et Alain Lambert, président du conseil général de l'Orne.